

Présentation du film « sens inverse » du PDDC pour le concours genre 2016 de la GIZ

« Un film qui agit sur les mentalités »

Equipe de soumissionnaires du film

- ◆ Gerald Schmitt (Chargé du Programme du PDDC/GIZ) ;
- ◆ Mireille Hounsa (Conseillère Technique Suivi-évaluation et gestion de la qualité ; point focal genre PDDC/GIZ) ;
- ◆ Isabel Kueppers (Ex point focal genre PDDC/GIZ) ;
- ◆ Luisa Talamini (Conseillère genre Bureau GIZ BENIN)

1. Présentation sommaire du Programme d'appui à la décentralisation et au Développement Communal de la GIZ

Le Programme bénino-allemand d'appui à la décentralisation et au Développement Communal (PDDC) est un programme soutenu par le ministère fédéral allemand (BMZ) et mis en œuvre par la GIZ. Il poursuit l'objectif ci-après : « **les communes appuyées utilisent leurs capacités améliorées d'autogestion pour la fourniture de services de base de qualité au profit des citoyennes et citoyens, tout en respectant les principes de bonne gouvernance** ».

En vue d'atteindre cet objectif global, le PDDC travaille sur quatre champs d'actions clés à savoir :

- 1) Décentralisation et Déconcentration Politique et Administrative ;
- 2) Décentralisation fiscale ;
- 3) Administration communale orientée vers les citoyens
- 4) Démocratie locale et participation citoyenne.

Les interventions planifiées et validées par le Comité d'Orientation Stratégique (COS) du ministère en charge de la décentralisation, ministère de tutelle, sont mises en œuvre en collaboration avec les partenaires principaux.

Nous pouvons citer notamment les directions centrales du Ministère en charge de la décentralisation, les vingt-cinq communes cibles, les préfectures, les services déconcentrés de l'Etat, la Commission Nationale des Finances Locales, les directions et structures nationales et locales en charge de la mobilisation des ressources, l'Association Nationale des Communes du Bénin, le Centre de Formation pour l'Administration Communale (CeFAL), la Maison de la société civile ainsi que les Organisations de la société civile au niveau local.

2. Contexte et Justification de la situation genre au Bénin

Au Bénin, des disparités dans les conditions des hommes et des femmes existent et persistent dans tous les domaines. Sur l'indice d'inégalité de genre, le Bénin se situe au rang 134 sur 187 pays.

Par ailleurs, une comparaison entre le Bénin et quelques pays de la sous-région montre notamment que le pourcentage de femmes au parlement au Bénin en 2015 est de **8,4%** ; contre 36,8 % en Angola ; 42,7% au Sénégal ; 63,8% au Rwanda.

Le Bénin fait partie des dix premiers pays d'Afrique qui comptent moins de femmes au parlement. De même, les statistiques démontrent que les femmes sont largement sous-représentées dans l'administration publique béninoise et sur les postes élus. A titre d'exemple, aux dernières élections communales, municipales et locales de juin 2015, **69 femmes ont pu se faire élire conseillères communales** sur les 1435 conseillers soit **4,80%**. Deux femmes ont été élues Maire sur les 77 maires. Cette légère augmentation constatée n'est pas encore reluisante eu égard surtout au fort investissement financier et technique qui a été fait dans le cadre du projet de renforcement au leadership politique féminin développé par le Programme d'appui à la Décentralisation et au Développement Communal de la GIZ (PDDC /GIZ), ainsi que d'autres projets tels que "zinzin" développé par l'USAID ou encore le projet de renforcement des capacités des femmes leaders de la coopération suisse.

Par ailleurs, les pratiques patriarcales dans le domaine du foncier et de l'héritage (telles que le lévirat, le sororat) et , la faible autonomisation financière des femmes, la répartition inégale des ressources économiques et la division traditionnelle des rôles et des responsabilités sont d'autres facteurs de discrimination entre les hommes et les femmes au Bénin.

En matière d'éducation et de planification familiale, le faible accès des filles à la formation professionnelle et à l'enseignement universitaire ainsi que la persistance des croyances et pratiques socio-culturelles et traditionnelles discriminatoires constituent des obstacles à l'épanouissement des filles et des femmes.

Dans ce contexte, le PDDC soucieux de la promotion du respect des droits humains et de l'égalité genre œuvre à travers les formations de renforcement de capacités des femmes, les séances de plaidoyer et formations des leaders politiques, la diffusion des outils de sensibilisation sur la dimension genre, dans le but de contribuer à la réduction des disparités. Le présent film s'inscrit dans ce sens.

3. Objectifs du film « égalité des sexes : sens inverse »

Comment peut-on imaginer un Bénin où les inégalités liées au genre sont représentées dans le sens contraire? Un Bénin, où la Présidente de la République est une femme, où la politique est un domaine majoritairement féminin et les fils et maris s'occupent des travaux ménagers pendant que les femmes regardent avec leurs amies le football à la télé ? A travers un épisode fictif et amusant suivi d'une présentation de statistiques, le film montre les principaux domaines où les inégalités persistent, tels que le pouvoir économique, la fonction publique, la sphère politique et l'éducation. Adoptant une perspective inverse le film est censé inciter les participants à la réflexion sur les inégalités entre hommes et femmes et d'encourager le débat.

Le Programme d'appui à la Décentralisation et au Développement Communal (PDDC), est convaincu que le développement économique, social et politique ne peut se faire sans la participation effective des hommes et des femmes. C'est pourquoi il appuie ses partenaires dans l'appropriation de l'approche intégrée de l'égalité entre les sexes. Avec la production du court-métrage « Sens inverse », de sensibilisation sur le genre, le PDDC vise à sensibiliser l'audience sur les inégalités des sexes dans les instances de prise de décisions au Bénin et à inciter à la réflexion ainsi qu'à la prise de mesures.

4. Période de réalisation du film et cibles visées

Ce film a été réalisé en 2014 et vise tous les partenaires du PDDC, tous les acteurs de la décentralisation et de la déconcentration tels que cités ci-haut à savoir notamment le ministère en charge de la décentralisation, le ministère en charge des finances, le ministère en charge de l'intérieur et de la sécurité publique, leurs structures au niveau départemental, les préfectures, les communes, les organisations de la société civile, les leaders d'opinion tous les leaders publics en mesure de prendre ou d'influencer les décisions au niveau stratégique en vue de l'amélioration de la représentativité hommes-femmes dans les sphères publiques. Il est destiné également aux citoyens/citoyennes, aux organisations de la société civile en vue de les renforcer dans leur rôle de plaidoyer pour le respect de la promotion égalitaire hommes-femmes.

5. Résultats et effets observés

Ce film a été édité sur support DVD et partagé à plus de cent personnes. En effet, des exemplaires du court-métrage ont été distribués à l'équipe technique du PDDC ainsi que ses partenaires au niveau national, départemental et communal qui peuvent l'exploiter à leur tour au cours des activités organisées. Certains ont souhaité le visualiser en famille en vue de dialoguer avec leurs enfants.

- ⇒ A travers la distribution des supports du film d'une part, et la visualisation en groupe d'autre part, plus de deux cent personnes ont été sensibilisées sur la dimension genre. Depuis 2014 jusqu'en décembre 2015 et même après 2015, ce film est utilisé et continuera d'être utilisé. Il est donc un outil de sensibilisation très pratique.
- ⇒ Des cinéastes professionnels ont été sollicités par le PDDC pour la réalisation du film. Le scénario provient exclusivement du PDDC. La mise en œuvre et les échanges avec les cinéastes ont été faits par le PDDC avec l'appui du point focal genre du bureau de la GIZ au Bénin.

◆ Impressions phares et résultats obtenus

Grâce à la diffusion de ce film, les spectateurs sont informés et sensibilisés sur les domaines principaux d'inégalités entre hommes et femmes. De par une conscientisation sur l'approche genre, la société est poussée à un changement de comportement par rapport au traitement inégal constaté entre hommes et femmes.

Au cours de la visualisation du film, en voyant les hommes faire les travaux ménagers et se plier à la volonté de leur femme, les participants de sexe masculin se sentent davantage gênés / embarrassés et cachent ce malaise par des commentaires ou des rires. Ils protestent en disant qu'ils ne feraient jamais ces travaux. De l'autre côté, lors de la projection du film, les femmes se sentent indignées au regard de la façon dont la femme présidente de l'Assemblée Nationale dans le film traite son conjoint. Par la suite, au cours de l'évolution de la scène, elles comprennent que l'inversion des rôles a été faite en vue de faire ressortir les réalités dont elles sont victimes. A cette étape, elles réagissent généralement en disant : « Ah ! Et si c'était le cas !? ». Dans les débats, il ressort souvent la question des pesanteurs socio-culturelles qui poussent les participants à conclure que cette inversion des rôles ne serait pas possible dans la société patriarcale béninoise mais qu'une meilleure considération du rôle joué par les femmes est à envisager. A la fin de la projection, pendant les débats, certains participants se sont engagés à œuvrer pour la répartition des rôles et responsabilités au sein de leur administration. D'autres ont pris la résolution d'éduquer leurs enfants filles et garçons de manière égalitaire et de veiller à la répartition des tâches ménagères sans stéréotypes.

De plus, certains participants se sont engagés à veiller plus à la question de l'égalité au quotidien en faveur d'un partage équitable des ressources et responsabilités entre hommes et femmes surtout par rapport à la participation active des femmes dans les instances de prise de décision et le soutien des hommes pour leur épanouissement.

En général, une volonté de changement de perspective et de remise en question des convictions personnelles de certains participants est un résultat à court terme remarquable avec des effets à long terme constaté à la suite des débats.

Enfin doit être souligné aussi l'accueil positif réservé au film par les autorités au niveau communal ainsi que les leaders publics (responsables de partis politiques par exemple) qui assistent à cette projection. Suite à la sensibilisation à travers «sens inverse » certaines d'entre elles se sont engagées à accorder une attention particulière à la promotion des femmes de leur administration communale/parti politique, ce qui représente un résultat d'une importance capitale pour l'objectif de la promotion du leadership féminin et de la participation des citoyennes à la politique communale.

◆ Lien entre le genre et le système de suivi-évaluation du PDDC

Les sensibilisations faites par le PDDC au cours des diverses séances aussi bien interne que externe et portant sur l'intégration du genre dans les activités à tous les niveaux sont documentées par des rapports qui font ressortir de façon claire les besoins d'actions à l'endroit des hommes et des femmes ainsi que les engagements pris par les participants.

Par ailleurs, les canevas de termes de références de chaque activité prévoient une rubrique qui permet d'y inscrire l'attention particulière qui sera portée au genre au cours de l'activité à réaliser. De même, la présence des participants est désagrégée selon le sexe. D'ailleurs, un indicateur spécifique d'un des champs d'actions du PDDC est formulé dans ce contexte : **« trois mécanismes identiques qui promeuvent la participation des citoyens à la gestion des affaires communales et dont un est spécifiquement conçu pour les besoins des jeunes et des femmes, sont durablement établis dans toutes les 25 communes appuyées ».**

Court-métrage de sensibilisation sur l'égalité des sexes dans les instances de prise de décision au Bénin : « Sens inverse » : un film qui agit sur les mentalités

6. Collaboration avec les partenaires

De façon générale, le Ministère en charge de la décentralisation, ministère de tutelle du Programme d'appui à la décentralisation et au Développement Communal (PDDC/GIZ) dispose d'une cellule focale genre qui met en œuvre des actions de sensibilisation et de promotion de l'égalité des sexes dans les emplois publics. La cellule est en étroite collaboration avec les points focaux genre des préfectures et a pour mission de mener des actions allant dans le sens de l'appropriation de l'approche genre au sein du ministère. Cette cellule collabore étroitement avec le PDDC qui l'appuie et la conseille dans l'intégration de la dimension genre aux activités initiées.

Le film « sens inverse » n'est pas un outil qui est resté seulement dans les mains du PDDC, au contraire il a été distribué aux membres de cette cellule ainsi qu'à d'autres partenaires clés qui appuient l'intégration des femmes dans les sphères de décisions publiques telles que le Réseau pour l'Intégration des Femmes des Organisations Non Gouvernementales et Associations africaines du Bénin (RIFONGA) qui s'occupe entre autres du renforcement des capacités des femmes dans le domaine du leadership politique féminin ainsi que de la formation et de la sensibilisation des leaders publics sur le genre. Ces partenaires faitières ont été entièrement satisfaits de ce film et se sont engagés à l'utiliser désormais au cours des séances de sensibilisation sur l'approche genre.

De même, ce film a été diffusé dans le cadre du renforcement de capacités de tous les Points Focaux Genre et distribué à tous les programmes de la GIZ Bénin pour les sensibilisations de leur programme respectif.



Publié par
Sièges de la société

Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH
Bonn et Eschborn, Allemagne
Programme d'appui à la Décentralisation et au Développement Communal (PDDC)
08 BP 1132 Tri Postal
Cotonou / République du Bénin
T + 229 21 31 60 46
F + 229 21 31 13 35
E gizbenin@giz.de
I www.giz.de

Responsable
Rédaction
Crédit photographique
Mise à jour
Sur mandat du

Gerald Schmitt
Mireille Hounsa/Isabel Kueppers/Luisa Talamini
2015/PDDC/GIZ
Décembre 2015
Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ)
Le contenu de la présente publication relève de la responsabilité de la GIZ.